

« Les enjeux de l'intégration de la Serbie dans l'UE et les frontières en Europe du sud-est »

Ecole Normale Supérieure (Ulm)

16 mai 2009

I- L'élargissement euro-atlantique en Europe du sud-est

A- Les Balkans occidentaux : difficile intégration

1- intégration politique et économique dans l'UE

30 juillet 1999 : Pacte de Stabilité pour l'Europe du sud-est

Le Pacte envisage l'intégration de tous les pays de l'Europe du Sud-Est dans l'UE, mais lie explicitement celle-ci au strict respect des critères de Copenhague (1993) : démocratie libérale et économie de marché.

Héritage des accords d'Helsinki : intégrité territoriale et inviolabilité des frontières (mais pour ex-Yougoslavie frontières internes Tito)

Juin 2006 : traité établissant une Communauté énergétique de l'Europe du Sud-Est mettant en place le cadre légal pour un marché intégré des réseaux d'électricité et de gaz naturel.

Déc 2006 : Accord Centre-Européen de Libre-Echange (fin douanes)

2000- 2007 : Programme CARDS (assistance à reconstruction, dévt et stabilisation):

500 millions euros pour reconstruction Europe sud-est (0,4 % PIB)

- à l'aide au retour des réfugiés et déplacés;
- au soutien de la démocratie, de l'État de droit, des droits de l'Homme et des minorités, de la société civile, des médias indépendants et de la lutte contre le crime organisé;
- au développement d'une économie de marché durable;

Accords de Stabilisation et d'Association (Sommet de Thessalonique 2003)

Aides financières contre normes UE et établissement démocratie (Etat de droit et démocratie)

Démocratisation du régime politique à Zagreb (après la mort du Président Tuđman en décembre 1999) et à Belgrade (à la chute de Milošević à l'automne 2000)

Initiative de la Présidence française de l'UE, le Sommet de Zagreb (24 novembre 2000) a réuni pour la première fois les pays de l'Union européenne et les Balkans occidentaux. Il a ouvert la voie à leur rapprochement européen, confirmé par le Sommet de Thessalonique, en 2003, qui a reconnu la « perspective européenne » des Etats des Balkans occidentaux

1- CROATIE : le plus avancé

ASA signé en 2001 : 600 millions vs promesse lutte contre corruption

Négociations reportées en mars 2005 car coopération avec TPIY insuffisante (ex : Gotovina)

Octobre 2005 : négociations adhésion ouvertes pour intégration vers 2010

2- SERBIE : : épée de Damoclès européenne

Oct 2005 : ouverture des négociations pour ASA (même moment que BH)

Mai 2006 : suspension des négociations car coopération avec TPIY insuffisante
(Mladic-Karadzic or 83 Serbes)

Juin 2007 : reprise des négociations pour ASA

Juin 2008 : ASA mais Pays-Bas pas appliqué tant Karadzic et Mladic pas arrêtés
or 27 juillet 2008 Karadzic arrêté mais pas encore Mladic

2- Pressions sur la Serbie

Rôle stratégique et central de Serbie au cœur de l'Europe du sud-est :

Le président polonais **Leh Kacinjski** :

« sans la présence de la Serbie dans l'UE il ne peut y avoir de stabilisation durable de la situation dans la région. »

Rôle central Europe du sud-est : axes Morava/Danube Salonique-Budapest et Sava /Voïvodine Constantza-Trieste

Serbes pour l'intégration européenne :

Opinion : sondages Gallup 76 % en mars 2009 malgré politique du TPIY (Sljivancanin)

Ont voté pour Tadic en 2004 sur un programme essentiellement européen

Partis : Parti démocratique pro-européen ultra-dominant : gvt parlement, parlement Voïvodine, municipalités principales villes

Partis européens de gauche à droite : Libéral-Démocrate (Jovanovic), Parti Socialiste (Dacic), Nouvelle Serbie (Ilic), Parti démocratique Serbie (Kostunica),

Partis nationalistes divisés: Parti radical (Ilic) pro-européen, Parti Radical (Seselj) contre

Efforts déjà importants de libéralisation pour critères Copenhague :

Droits des minorités : manuels en bochniaque dans le Sandjak

Clé nationale : bochniaque au parlement avec moins de 5 % des suffrages nationaux

Voïvodine : 5 langues officielles (serbe, roumain, hongrois, slovaque, ruthène)

Privatisations : rythme soutenu et massif : 82 % firmes privatisées

la libéralisation des visas et la Serbie sur la liste blanche de Shengen traine :

1- le président Boris Tadic a demandé aux ministres de cesser d'indiquer des dates, alors que le quotidien « Press » nouvelles conditions pour intégrer « liste blanche ».

la Commission européenne s'inquiète de savoir si la Serbie pourra répondre des citoyens du Kosovo et notamment si expulsés d'UE ils pourront revenir en Serbie. Elle se demande si les garanties juridiques suffisantes, notamment du nouveau passeport serbe ont été prises au Parlement de' Belgrade et si ce passeport remplit bien les conditions exigées par l'UE.

le problème est la sécurité des habitants de l'UE à cause du crime organisé de la prostitution ou autre trafic d'êtres humains : KOSOVO.

2- Le Ministre de l'Intérieur, Ivica Dacic : déjà un gros travail a été fait, mais encore des efforts pour abolir régime visas.

Problème de Serbie : « prison pour jeunes » (90 % des moins de 25 ans ne connaissent pas étranger) : pas d'échange d'étudiants

M. Dacic a rappelé qu'il était nécessaire de remplir les conditions découlant de ladite "feuille de route".

''Notre pays doit investir davantage d'efforts afin d'harmoniser sa législation à celle de l'Union et prévenir ainsi tout abus des citoyens des autres pays suite à l'abolition du régime des visas pour les citoyens de Serbie'' allusion aux Albanais du Kosovo.

3- De nouvelles conditions n'ont pas été posées à la Serbie pour la libéralisation des visas :

„Les conditions sont les mêmes qu'au départ, et les critères sont connus de tous et ils n'ont pas changé“, **Riccardo Mosca**, porte-parole du Commissaire européen pour la justice, la liberté et la sécurité.

M. Mosca a exprimé l'espoir que la libéralisation des visas aurait lieu avant début 2010.

Commission européenne : recommandation en juin puis décision formelle en septembre

Pas confiance UE et USA :

USA veulent nommer Représentant spécial Balkans car pensent

que intégration euro-atlantique ne se fait pas assez rapidement/

- régler au plus vite affaire du nom de Macédoine qui bloque entrée dans OTAN

- régler au plus vite conflit Croatie-Slovénie

"La perspective pour ces pays de devenir membres de ces organisations est un puissant moteur pour leurs réformes et la stabilisation de la région. Mettre un frein à ce processus pourrait empêcher les réformes et la stabilité de la région"

Stuart Jones, haut représentant du Département d'Etat (adjoint du vice secrétaire d'état) responsable des Balkans

DONC Américains veulent contrôler processus d'intégration euro-atlantique en Europe du sud-est et gêner les Européens.

3 - Présence militaire et extension de l'OTAN hors-zone

KOSOVO:

16500 soldats KFOR en 5 zones avec MINUK depuis accords de Kumanovo 10 juin 1999

Laboratoire du « state-building » onusien (Etat délabré) et

Echec UE , malgré 4 milliards aides 1999-2007:

-Plaquette tournante de esclavage sexuel et trafic de drogue en Europe : 80 % héroïne Asie/UE

-Etat de non-droit : 230/ 18 000 plaintes maisons Serbes (juges MINUK/mafias)

-Epuration ethnique:

235 000 Serbes, Tziganes, Goranis et Turcs chassés du Kosovo : retour 24 000 en 2007
1 197 non-Albanais assassinés, 2300 kidnappés¹. Plus de 150 églises et monastères détruits

-Mono-ethnisme et épuration culturelle :

Le président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, Joao Soares, a demandé aujourd'hui aux institutions du pouvoir du Kosovo-Metohija à Pristina la création de meilleures conditions pour l'éducation des Serbes et des autres communautés non-albanaises dans la Province, en indiquant que le droit à l'éducation représente l'un des droits de l'Homme élémentaires qui est d'une importance essentielle pour la création d'une société démocratique et ethniquement tolérante.

« Toutes les communautés nationales qui vivent au Kosovo doivent avoir un accès sans entraves à l'éducation dans leur propre langue, car c'est une norme démocratique européenne élémentaire »

Plus d'enseignement en serbe à l'école primaire ; à l'Université de Pristina, les cours en serbe, turc et rom n'existent plus. Toponymie albanisée complètement.

DONC Faillite de Kouchner, Haut représentant de l'ONU au Kosovo en 1999-2000, promis multi-ethnisme et sécurité

BOSNIE-HERZEGOVINE : protectorat

Soldats SFOR (1995-2003) puis EUFOR après 2004 qui devraient partir bientôt

Or sécurité aléatoire et intrusion chez familles serbes

Rôle tout-puissant du Haut représentant : députés SDS virés, politique d'oukazes

Or entités presque mono-ethniques, peu de retour malgré 8 milliards (1995-2007)

¹ Rapport 2006 OSCE, Vienne 2006.

Crise aout 2008 Ossétie du sud

7 aout : troupes géorgiennes envahissent Ossétie (Tskinali détruite et 500 morts minimum)

11 aout : armée russe chassé Géorgiens et repris capitale ossète

13 aout : forces Abkhazie libéré gorges de Kodori

Troupes russes à Gori et Senaki (Abkhazie) port de Poti (Mer Noire), Gori (Ossétie sud)

Comparaison Tbilissi/Belgrade :

Révolution de « Velours » (oct 2000) OTPOR/ Rév des « Roses » (nov 2003) PORA /

KFOR vs forces serbes au Kosovo / Forces russes : tampon entre Géorgiens et Ossètes

MAIS « deux poids, deux mesures » des USA pour Ossètes et Abkhazes :

- utilité douteuse : mission observation OSCE en Ossétie et force inter police ONU

alors que forces russes bien tenu à distance Géorgiens (^c KFOR au Kosovo)

- indépendance Kosovo/ intégrité territoriale Ossétie ou Abkhazie

STRATEGIE PLUS LARGE :

Ex-« glacis soviétique » : « révolutions colorées » soutenues par USA

Charnière Europe-Russie-Chine : Brezinski « sectionner » Eurasie pour hydrocarbures

Pas de stratégie de sécurité de l'UE dans le Caucase.

II- Vers une nouvelle Guerre froide : le jeu d'échecs UE/Russie/USA

A- Stratégie des hydrocarbures et grand jeu de puissances

1- Le jeu d'échec entre la Russie, les Etats-Unis et l'UE au Kosovo

L'Union européenne a intégré la Slovaquie dans son giron en 2004.

EUFOR (Force de stabilisation de l'UE) : 2000 hommes depuis 2001 en Macédoine
7000 hommes depuis 2004 en Bosnie-Herzégovine.

Bases militaires américaines. Depuis 1999, la stratégie du gouvernement américain est de transférer vers les Balkans l'essentiel de ses forces européennes afin de mieux pouvoir se redéployer vers le Moyen-Orient.

BONDSTEEL au Kosovo

Construite à partir de 1999, elle couvre 750 hectares, et peut abriter jusqu'à 7000 soldats. Elle est constituée de 300 bâtiments en dur, 25 km de routes asphaltées, 52 pistes d'envol, 55 hélicoptères ; elle est défendue par un mur d'enceinte en ciment de 14 km de long.

HONGRIE : Szegedin à la frontière Hongrie/Serbie.

BULGARIE : deux bases construites depuis 2001, une troisième est en négociation.

ROUMANIE : quatre bases US implantées en cinq ans (2002-2007), dont deux sur le verrou de Constantza (interface Rhin/Main/Danube et Mer Noire).

Retour Russie sur la scène balkanique, s'appuyant sur l'arme énergétique.

Février 2007 : accord avec Croatie « South Stream », qui emporte vers l'Ouest l'huile de la mer Caspienne, via la Mer Noire, la Bulgarie et la Serbie (Niš).

Février 2008 : rachat en Serbie deux compagnies pétrolières ; négoc Gazprom dans Nis

Mars 2008 : construction en Bulgarie deux centrales nucléaires pour dix millions d'habitants.

2- Le Kosovo comme couloir énergétique et cœur du système militaire européen

A- Un territoire riche en minerais où coexistent 21 nationalités

Une des régions les plus riches d'Europe en charbon – plomb - zinc.

Réserve de lignite Kopiliq : estimée à plus de 12 millions de tonnes (4° réserve mondiale)
Exportations d' électricité aux pays voisins de la Serbie (depuis 2004).

Mine de Trepča, : plomb - zinc - cuivre avec teneurs exceptionnelles (20% pour le plomb contre 0,9 % en moyenne).

AUTRES : argent – or – nickel – bauxite - manganèse.

Evaluation richesses du sous-sol : 13 milliards de dollars (Banque mondiale nov 2007)

Le Kosovo rassemble 1 956 000 habitants, qui se répartissent en 21 nationalités.

Majoritairement Albanais (86% selon le recensement de 1991), mais il y a 135 000 Serbes, 80 000 Roms, 60 000 Bochniaques et de nombreuses autres communautés comme les Turcs, les Egyptiens ou les Croates.

Chômage : 60 % de la population active, 75 % des moins de 24 ans.

B- Administration de l'ONU

Province autonome de la république de Serbie (Résolution 1244 ONU), or superposition de trois administrations étrangères à Serbie :

PARLEMENT PRISTINA : Autoproclamée indépendant le 17 février 2008,

Protection des minorités / 1968 : Assemblée provinciale et deux langues officielles (Serb/alb)

MINUK (Mission des Nations-Unies pour le Kosovo) : juges, administrateurs.

Depuis fin 2004, un transfert de compétences s'était progressivement opéré vers Pristina.

EULEX : 1800 juges et policiers qui remplaceront la MINUK en déc 2008 pour superviser le respect des droits des minorités.

A l'intersection entre les corridors IV, VIII et X, le Kosovo est au cœur d'un réseau de première importance. Véritable entonnoir lorsqu'on observe les vallées de Métochie et leur barrière du Kosovo du point de vue centre-européen, la province s'« ouvre » au **corridor VIII** à travers sa façade tournée au Sud vers la Macédoine. Lorsqu'on sait que le Kosovo-Métochie regorge de minerais rares comme le tungstène ou le zircon utile aux têtes de missiles, on comprend mieux l'intérêt porté par les Etats-Unis à l'axe Burgas/Dürres. A l'Est, dans la basse-Morava, le **corridor X** draine déjà entre Budapest et Salonique des flux commerciaux vitaux pour la Macédoine ou la Serbie. A l'ouest, le **corridor IV** Bucarest-Trieste aiguise les appétits des Russes. On comprend pourquoi les projets de tuyaux gaziers et pétroliers soutenus par Moscou contrecarrent au Kosovo le projet américain Amco de faire transiter par les Balkans les sources d'approvisionnement en hydrocarbures en provenance d'Asie centrale.

3- Géorgie à l'intersection des gazoducs et oléoducs

1- Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC)

Relie les champs pétroliers de la Caspienne au port turc de Ceyhan, en Méditerranée, en passant par l'Azerbaïdjan et le sud de la Géorgie,

Fermé début août en raison d'une explosion sur la partie de l'oléoduc située en Turquie

Attentat attribué à la branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Réouverture du pipeline, initialement prévue en septembre, pourrait en être retardée.

2 – Bakou-Tbilissi-Batoumi

British Petroleum (BP) : fermé le 12 août l'oléoduc Western Route Export Pipeline (WREP) et le gazoduc South Caucasus Pipeline (SCP) en raison des événements survenus en Géorgie

« La réputation de la Géorgie comme route alternative sécurisée pour les pipelines acheminant le pétrole et le gaz d'Asie centrale à la Méditerranée a été compromise » (3), a déclaré le 11 août Robert Johnson, directeur de l'énergie et des ressources naturelles au cabinet-conseil américain d'analyse des risques Eurasia Group.

« Si vous supprimez l'option géorgienne de la table... ça fait le jeu de la Russie, car la plupart des autres options viables passent par le territoire russe. »

3 -Bakou- Tchétchénie- Novorossiisk : puis Burgas-Alexandropouli

Ainsi, l'Azerbaïdjan, qui a suspendu le 10 août ses exportations de pétrole via les ports géorgiens de Koulevi et Batoumi, est en train déjà d'examiner l'acheminement du pétrole par l'oléoduc qui relie Bakou au port russe de Novorossiïsk, en mer Noire, via la Tchétchénie).

BALKANS : Burgas-Alexandropouli (axe orthodoxe : pro-russe)

OU Corridors iV ou VIII : lutte UE/USA

4- GAZODUCS : concurrence NABUCCO (USA) / South Stream (Russie)

South Stream : Burgas-Niš-Zagreb-Trieste OU Vienne

(accords bilatéraux 2007-2008 ; construction 2010)

Nabucco : Bakou-Ankara-Sofia-Budapest-Vienne

B- Un monde multipolaire menaçant ou réconfortant ?

Compétition Russie/USA

Trois bases militaires russes : **Gumri** (Arménie), Batoumi et d'**Akhalkalaki** (Géorgie), en **Gabala** (Azerbaïdjan).

Pour leur part, les Etats-Unis ont renforcé leur coopération militaire avec ces trois pays
Les autorités de Tbilissi ont même annoncé qu'elles étaient prêtes à installer sur leur territoire des éléments du bouclier antimissile américain, provoquant la colère de Moscou :

La Russie a menacé de se retirer du traité FCE

Déclaration d'indépendance du Kosovo

Reconnu : Pays occidentaux de l'Union européenne

Pas reconnu : pays orientaux UE et Géorgie, Espagne, La Russie

Russie dénoncé la politique de deux poids-deux mesures de l'Occident
Effet –domino avec l'Abkhazie et l'Ossétie du sud

au printemps, Moscou établissait des relations officielles avec les républiques autoproclamées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

Angela Merkel : « *l'intégrité territoriale de la Géorgie [devait] servir de point de départ* » dans les négociations de paix,

Medvedev :« *il [était] peu probable que les Ossètes et les Abkhazes puissent vivre au sein d'un seul Etat avec les Géorgiens* ».

13 août, Viktor Iouchtchenko : signait ainsi un décret soumettant à la décision de Kiev les manœuvres navales et aériennes de la flotte russe de la mer Noire stationnée à Sébastopol.

14 août, un accord préliminaire a été signé à Varsovie sur le déploiement d'un bouclier anti-missile américain sur le territoire polonais, que la Russie juge dirigé contre elle.

confrontation stratégique entre Moscou et Washington aux marches de l'Europe nouvelle guerre froide (6).